

Le rêve monarchique du premier ministre cambodgien

vendredi 29 juin 2018, par [CHAUMEAU Christine](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2018).

Dopé par la croissance et une fièvre d'investissements, notamment chinois, le Cambodge bute sur le verrouillage de la vie politique. L'opposition a été dissoute. À la veille du scrutin législatif, le premier ministre Hun Sen, à la tête du pays depuis trente-trois ans, cache à peine son ambition dynastique.

À Phnom Penh, la tombée de la nuit s'accompagne d'une fraîcheur bienvenue. Promeneurs et sportifs prennent d'assaut l'esplanade du Wat Botum, à deux pas du palais royal. On s'y retrouve entre amis pour une marche athlétique, un cours de Zumba ou de gym. Parfois, plusieurs centaines de personnes se rassemblent pour s'exercer à des chorégraphies complexes. À un angle de la place, Bopha [1] vend depuis quelques semaines des cocktails avec son ami et son frère. Entre 17 et 18 heures, ils installent un bar éphémère qui disparaît vers minuit. Un succès. L'âge moyen des clients ne dépasse pas 25 ans. « *La concurrence est rude. Deux autres endroits du même genre se sont déjà créés depuis que nous sommes là* », assure la jeune femme, qui gagne avec cette activité un revenu complémentaire à son salaire de secrétaire dans une usine de textile, de l'autre côté du Tonlé Sap (le « grand lac »).

La ville pulse, vibre, s'agite. Estompées, les cicatrices du passé, quand elle avait été vidée de ses habitants déportés vers les campagnes par les Khmers rouges (1975-1979). Phnom Penh affiche le visage d'une capitale dynamique. De nouveaux lieux pour sortir, boire, se détendre ouvrent sans cesse. Il y en a pour toutes les bourses. Les plus fortunés optent pour les bars situés sur les toits des hôtels, tandis que des guinguettes de rue accueillent une clientèle plus modeste.

Pour Bopha, cette agitation masque un malaise profond de la jeunesse. Âgée de moins de 30 ans, comme près de 60 % de ses compatriotes, elle se sait privilégiée. Elle n'a connu ni la guerre ni les Khmers rouges. Elle a grandi à Phnom Penh et a vu la ville changer au diapason d'une croissance économique annuelle de 7 % en moyenne depuis dix ans. Pourtant, la situation du pays lui semble fragile. Elle tremble à la perspective des élections législatives prévues pour le 29 juillet. « *Je n'ose pas parler de politique, mais je ne sais pas si j'irai voter. Ni pour qui.* »

« **La société a évolué, mais le régime est figé** »

Le principal parti d'opposition, le Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC), est le grand absent du scrutin. Il a été dissous en novembre dernier par décision de la Cour suprême, les magistrats l'estimant coupable d'avoir fomenté une « *révolution en vue de renverser le régime* ». Arrêté le 3 septembre 2017 en pleine nuit, son président Kem Sokha attend en prison un procès ; 118 membres sont interdits d'exercer toute activité politique pendant cinq ans ; la moitié des 55 parlementaires ont fui vers l'étranger. L'ancien président Sam Rainsy vit en exil depuis 2015 par crainte d'être poursuivi sur la base d'une accusation fabriquée de toutes pièces. Le PSNC était le seul à pouvoir rivaliser avec le Parti du peuple cambodgien (PPC ou KPK en khmer) du premier ministre, qui domine la vie politique depuis 1979 et la fin du régime khmer rouge [2].

Cette dissolution balaie le vote de 3 millions ou presque d'électeurs (sur 6,6 millions) aux élections législatives de 2013, où l'opposition avait obtenu 44,5 % des voix, et au scrutin communal de juin 2017 (43,8 %) [3]. Ces performances inédites résultaient tout à la fois du rassemblement, au sein du PSNC, du Parti Sam Rainsy et du Parti des droits de l'homme, dirigé par M. Kem Sokha, ainsi que de l'arrivée d'une nouvelle génération d'électeurs. « *Au vu de la progression dans les urnes du PSNC, le PPC aurait pu perdre en juillet* », estime un commentateur politique. Menace désormais écartée. Pour le gouvernement, la dissolution du parti est synonyme « *de stabilité et de paix* [4] ».

Le premier ministre Hun Sen, candidat à sa propre succession, se bat contre le temps et le gouffre qui le sépare de plus en plus de ses concitoyens. Les baby-boomers nés dans les années 1990 et 2000 ont grandi avec la paix. Dès leur plus jeune âge, beaucoup d'entre eux ont appris l'anglais dans les nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) ou dans les écoles privées qui ont éclos dans le pays. L'utilisation de Facebook leur permet de s'informer en dehors des médias traditionnels, sous contrôle — jusqu'ici très libres, les réseaux sociaux sont menacés, le gouvernement ayant annoncé le 2 mai dernier la centralisation des connexions intérieures et extérieures au sein du ministère des télécommunications. Cette génération a donc baigné dans les idées de liberté et de démocratie. « *La société a évolué, mais le régime est figé* », constate le jeune commentateur.

Survivant de toutes les guerres cambodgiennes, M. Hun Sen occupe son poste depuis trente-trois ans et rêve de continuer « *encore au moins dix ans* [5] ». Il menace d'un retour à la guerre civile si la population boude son parti dans les urnes. Des panneaux et des affiches scandent, un peu partout, le souvenir du 7 janvier 1979, date de la libération — la défaite des khmers rouges face à l'armée vietnamienne. Hanoï avait alors installé un gouvernement dominé par d'anciens cadres khmers rouges, dont M. Hun Sen, qui avait quitté l'organisation de Pol Pot, en 1977, pour éviter les purges.

Le premier ministre entend être honoré comme le sauveur de son peuple, celui qui a amené la paix et la stabilité en venant à bout, en 1998, des derniers maquisards khmers rouges (ceux-ci avaient dénoncé les accords de paix signés à Paris le 23 octobre 1991, à la veille des élections organisées par les Nations unies en mai 1993). Cet argument, utilisé *ad nauseam*, est censé asseoir sa légitimité et celle de son parti. En fait, explique Caroline Hughes, auteure avec Netra Eng d'une étude sur les jeunes Cambodgiens et la politique [6], « *pour les générations nées avant les années 1990, le PPC et Hun Sen jouissaient d'une légitimité. Ils avaient en commun l'histoire des guerres. Ce n'est pas le cas avec les plus jeunes. Même si, pour eux, l'idée démocratique demeure abstraite, ils sont conscients que le gouvernement doit être au service des citoyens* ».

C'est bien le reproche formulé à l'encontre de M. Hun Sen et de son gouvernement : les difficultés de la population ne sont pas prises en compte. Certes, l'extrême pauvreté a nettement reculé (13,5 % de la population en 2014, contre 47,8 % en 2007 [7]), mais les inégalités ont considérablement augmenté, frappant les habitants des campagnes et les jeunes [8], dont l'avenir apparaît bouché — ce qui suscite un fort mécontentement. Et, si des progrès significatifs ont été faits au niveau de la fréquentation de l'enseignement primaire, seuls 46,8 % des moins de 30 ans ont terminé leurs études secondaires, les autres ayant dû abandonner le lycée, essentiellement pour des raisons économiques [9]

. Le manque de terres cultivables pousse les plus jeunes à quitter leur village à la recherche d'un travail. Selon le ministère du plan, 22 % des familles rurales voient un de leurs membres migrer plus de trois mois par an, soit environ deux millions et demi de moins de 30 ans [10]

. On part en ville ou à l'étranger. Au moins un million vivent hors des frontières. Principales destinations : la Thaïlande, la Malaisie et la Corée du Sud. « *Ces jeunes se sentent exploités, laissés-pour-compte du développement et de la croissance, remarque Caroline Hughes. Les plus diplômés*

peinent à trouver un emploi dans le secteur public, gangrené par la corruption et le népotisme. »

Le poids de la corruption, que l'on subit « *dès la naissance, quand la sage-femme coupe le cordon ombilical* », selon l'expression de Bopha, revient sans cesse dans les conversations. Le Cambodge se situe à la 161^e position sur 180 du classement des pays selon l'indice de perception de la corruption établi par l'organisation Transparency International. Plusieurs ONG dénoncent la déforestation, l'accaparement des terres et... l'impunité qui protège le clan constitué autour de M. Hun Sen, où se mêlent intérêts économiques, militaires et familiaux. Un rapport publié en juillet 2016 par l'ONG Global Witness [11] estime que l'entourage du premier ministre, notamment ses filles, ses neveux, ses frères et ses sœurs, détiendrait une fortune comprise entre 500 millions de dollars (430 millions d'euros) et 1 milliard de dollars. Soit, au minimum, l'équivalent de 467 000 années de revenu moyen d'un Cambodgien (1 070 dollars) !

Convoqué pour une séance de « rééducation »

En ces temps troublés, la majorité de nos interlocuteurs nous demandent la discrétion pour parler politique. Une femme a été emprisonnée après avoir publié sur sa page Facebook une photographie la montrant en train de jeter une chaussure sur un panneau du PPC. Deux journalistes de Radio Free Asia attendent depuis novembre un procès pour espionnage — ils sont accusés d'avoir transmis des informations à l'étranger. Plus de trente stations de radio, celles qui diffusaient Radio Free Asia et Voice of America, financées par Washington et considérées comme des relais de l'opposition, ont été interdites. La version papier du *Cambodia Daily* a cessé, le *Phnom Penh Post* a été racheté par un investisseur malaisien dont l'agence de relations publiques a travaillé par le passé avec le gouvernement cambodgien. Ces deux titres anglophones assuraient une couverture sans concession des évolutions sociales et politiques du royaume. La directrice du Centre cambodgien des droits humains, M^{me} Chak Sopheap, a été convoquée en mai par le tribunal de Phnom Penh pour témoigner dans le procès de M. Kem Sokha. Aucun rassemblement notable n'a d'ailleurs marqué l'arrestation de ce dernier, ou la dissolution du PSNC en novembre dernier.

Que reste-t-il de l'ébullition de 2013, quand, entre juillet et décembre, le PSNC avait demandé une nouvelle élection après avoir constaté des fraudes ? Que sont devenus les dizaines de milliers de manifestants et de grévistes, notamment dans le textile, qui ont tant inquiété le pouvoir [12] ? Un jeune universitaire, un temps conseiller du PSNC, explique l'atonie de l'opinion publique par un sentiment d'abandon ressenti par les militants. « *Comment s'organiser sans chef ? Les principaux dirigeants ont quitté le pays par crainte d'une arrestation ou restent tranquilles.* » Une part importante des manifestants et des militants du PSNC dans les rassemblements de 2013 étaient des ouvriers ou des paysans venus de province. Sans logistique, pas facile de se déplacer. Au moment de la décision de la Cour suprême d'interdire le PSNC, les barrages de police sur les routes autour de la capitale ou les remarques des employeurs ont calmé les ardeurs des plus vigoureux. Ce jeune instituteur de la province de Kompong Speu, par exemple, a été convoqué par le directeur provincial pour une séance de « rééducation » : « *Il m'a reproché d'avoir publié sur ma page Facebook des sujets évoquant les problèmes de société. Il m'a mis en garde, me conseillant de ne pas passer de "l'autre côté".* » Depuis novembre, les fonctionnaires et les moines sont particulièrement surveillés. En quelques mois, une chape de plomb s'est installée. Ceux qui appellent au boycott électoral en raison de l'interdiction du PSNC risquent des poursuites judiciaires, a déjà averti le ministère de l'intérieur. Quatre-vingt mille soldats et militaires sont mobilisés pour « *assurer la sécurité* » du scrutin.

Assassinat d'un héros de la démocratie

« *Notre génération vit dans un espace d'une grande liberté... qui s'arrête au tabou de la politique* », constate, résigné, Sum Sithen, le producteur et organisateur d'un festival de courts-

métrages. Alors, pragmatiques ou échaudés, les jeunes Cambodgiens déploient leur énergie et leurs talents ailleurs. Dans la création de start-up du numérique ou dans les arts, qui connaissent une grande vitalité depuis une petite décennie. Manière de faire passer des messages. Les personnages peints par Chov Teanly pour sa série « Surviving » soulignent ainsi le malaise ressenti : tous se tiennent dans la même posture, le corps en avant sur la pointe des pieds, en déséquilibre. La tête levée, ils doivent faire attention à ne pas sombrer. « *C'est le signe que nous sommes tous à la limite de nous noyer. Nous sommes dans la survie. Tout est précaire* », nous expliquait déjà le peintre en 2015.

Une précarité ressentie au moment de l'assassinat de Kem Ley, en juillet 2016. Ce charismatique analyste politique de 45 ans a été tué en pleine rue, au lendemain d'une chronique sur le rapport de Global Witness dévoilant la fortune du clan Hun Sen. Plus d'un million de personnes ont assisté à ses funérailles pour rendre hommage à un homme considéré comme un héros de la démocratie. « *Il portait en lui la possibilité de sortir d'une politique de la confrontation. Et offrait des options nouvelles* », explique M. Yang Saing Koma, son ami et dirigeant du Grassroots development party (GDP), une formation dont Kem Ley était un des fondateurs.

Face aux critiques, le gouvernement a entrepris des réformes où figurent en bonne place la création d'une section anticorruption. Un nouveau ministre de l'éducation a été nommé pour mettre un terme aux pots-de-vin qui gangrènent les examens du diplôme de fin de lycée. Le salaire des fonctionnaires a augmenté de 6,8 % en janvier dernier, puis de 10,7 % en avril, pour atteindre 210,60 euros mensuels ; celui des plus de 700 000 travailleurs du secteur textile a été fixé à 145 euros au minimum, contre 129 euros auparavant, et les ouvrières de la filière ont obtenu une couverture maternité. Le premier ministre courtise assidûment ces électeurs traditionnellement acquis à l'opposition. Il multiplie les discours et les rencontres en distribuant des enveloppes garnies de quelques billets. Sur Facebook, où il se met volontiers en scène, il rassemble dix millions de fans (pour seize millions d'habitants). « *Facebook m'a rapproché de mon peuple et m'a permis d'être à l'écoute des requêtes directes*, écrivait-il le 6 mars 2016. *J'ai ainsi pu résoudre des problèmes rapidement et efficacement.* » En fait, selon le *Phnom Penh Post*, seuls un cinquième des « j'aime » récoltés sur sa page seraient originaires du Cambodge. Les autres viennent de comptes inscrits aux Philippines, en Birmanie et au Brésil [13]...

Promotion des rejetons de M. Hun Sen

Signe d'ouverture vers la jeunesse, M. Hun Sen et le PPC multiplient les promotions de leurs rejetons. Le fils aîné du premier ministre, le général Hun Manet, a ainsi été promu chef de l'état-major des forces armées. Le benjamin, M. Hun Many, 36 ans, est député et dirige l'Union des fédérations de jeunes du Cambodge (UFJC). « *Cela sert à divertir la jeunesse avec des jeux et des loisirs. Une stratégie pour éluder la question politique et ne pas répondre aux vrais problèmes* », s'agace un chroniqueur qui requiert l'anonymat. Tous les ans, l'UFJC organise l'Angkor Sangkranta à l'occasion du nouvel an khmer (mi-avril). Des milliers d'adhérents participent à des jeux et des danses traditionnels — histoire d'exalter la culture et la fierté khmères.

Le port du *krama*, cette écharpe à carreaux typique des campagnes, y est de rigueur. « *On aimerait voir la jeune génération porter des vêtements traditionnels à Angkor* », détaille M. Tith Chandara, un des organisateurs depuis 2013 de ce festival. Il voit dans ces activités un outil au service de la stabilité : « *Nous ne voulons pas d'un Cambodge faible et divisé. Comme le proverbe dit : "Une baguette seule peut être détruite, mais pas un groupe de baguettes."* » Pas question pour ce jeune homme issu d'une famille pauvre de Battambang de laisser passer sa chance. Il côtoie régulièrement M. Hun Many : « *J'oublie presque qu'il est le fils de Hun Sen. Il est vraiment proche de nous. Je le considère comme un grand frère.* » Et la politique ? Pas de commentaire sur la dissolution du

PSNC. « *C'est ma carrière qui m'importe, dit-il. Mes parents m'ont toujours encouragé à me protéger. Ils me disaient : "Ne veux pas le changement sans œuvrer d'abord à te développer toi-même."* »

Pour Astrid Norén-Nilsson, maîtresse de conférences sur l'Asie du Sud-Est à l'université de Lund (Suède), « *cette façon de promouvoir la fierté khmère détourne l'attention de la jeunesse. On va vers la création d'un système dans lequel critiquer le gouvernement sera assimilé à attaquer la nation* ». Une tendance qui participe, selon elle, des manœuvres entreprises par le premier ministre depuis la mort du roi Norodom Sihanouk, en 2012, pour acquérir une légitimité royale [14]. Elle cite de nombreux exemples, tels les discours et les films l'identifiant au personnage Sdech Kan, un roturier devenu roi, ou encore la fastueuse cérémonie pour célébrer la paix qu'il a organisée deux semaines après la dissolution du PSNC. Il s'agit de donner « *à la dérive autoritaire du régime une légitimité divine et d'introduire la notion de succession dynastique* », poursuit l'universitaire.

Du reste, l'adoption en février dernier d'une loi de lèse-majesté, sur le modèle de celle existant en Thaïlande, complète l'arsenal répressif. Deux ex-militants du PSNC ont déjà été arrêtés, car ils avaient critiqué le roi Norodom Sihamoni pour son apathie devant l'autoritarisme du premier ministre. « *Cette loi lie la monarchie au régime autocratique et amoindrit son indépendance* », conclut Astrid Norén-Nilsson, qui y voit le glissement du pouvoir vers une succession en faveur des enfants de M. Hun Sen. S'il est assuré de remporter les prochaines élections, rien ne dit cependant que le premier ministre réalisera son ambition dynastique.

Christine Chaumeau

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Le Monde Diplomatique

<https://www.monde-diplomatique.fr/2018/07/CHAUMEAU/58803>

Notes

[1] Le plus souvent, les personnes ont requis l'anonymat.

[2] Lire Francis Crémieux, « La difficile reconstruction du Cambodge », Le Monde diplomatique, juillet 1980.

[3] Aux législatives du 28 juillet 2013, le PPC avait obtenu 3 235 969 votes, le PSNC 2 946 176 ; aux communales du 4 juin 2017, le PPC comptabilisait 3 540 056 voix, le PSNC 3 056 824.

[4] « Strengthening the rule of law and liberal democratic process », conseil des ministres, Phnom Penh, 8 février 2018.

[5] Kong Meta et Andrew Nachemson, « Hun Sen repeats vow to serve 10 more years, noting "it could be more" », The Phnom Penh Post, 8 mars 2018.

[6] Netra Eng et Caroline Hughes, « Coming of age in peace, prosperity, and connectivity : Cambodia's young electorate and its impact on the ruling party's political strategies », Critical Asian Studies, vol. 47, no 3, Alexandria (États-Unis), 20 juin 2017.

[7] « Poverty and shared prosperity 2016 » (PDF), Banque mondiale, Genève, 2017.

[8] « Youth well-being policy review of Cambodia » (PDF), rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Paris, 2017.

[9] « Labour market transitions of young women and men in Cambodia 2014 » (PDF), rapport de l'Institut de la statistique et du ministère du plan, en collaboration avec l'Organisation internationale du travail, Phnom Penh, juin 2015.

[10] « Migration in Cambodia : Report of the Cambodian Rural Urban Migration Project (Crump) » (PDF), ministère du plan, Phnom Penh, août 2012.

[11] « Hostile takeover. The corporate empire of Cambodia's ruling family », Global Witness, Londres, juillet 2016.

[12] Lire Philippe Revelli, « La révolte populaire menace le pouvoir cambodgien », Le Monde diplomatique, avril 2014.

[13] Cf. Daniel Nass et Shaun Turton, « Only 20 per cent of PM's recent Facebook "likes" from Cambodia », The Phnom Penh Post, 9 mars 2016.

[14] Astrid Norén-Nilsson, « A regal crackdown », présentation faite à l'université Cornell le 13 avril 2018, non publiée mais communiquée par l'auteure.